

Le budget—M. Langdon

monsieur le Président, cela a demandé du courage et de la responsabilité politiques.

M. McGuire: Monsieur le Président, manifestement le député est d'accord avec les coupures opérées par le ministère de la Défense dans sa propre province et dans le reste de la région atlantique ainsi qu'avec les mesures prises contre VIA Rail et les changements apportés à la CAC. Je lui demande si, à son avis, l'Île-du-Prince-Édouard ou les habitants de cette province qui se sont portés volontaires, qui ont combattu et qui ont fait des sacrifices pendant les deux dernières guerres mondiales méritent de profiter un peu des dépenses de défense?

M. Bird: Monsieur le Président, je ne crois pas qu'il y ait un seul député à la Chambre qui tire satisfaction des compressions budgétaires imposées à la défense, à VIA Rail ou à d'autres programmes. Ce serait parfait si nous pouvions garder tous nos acquis et les augmenter constamment, mais je le répète, étant donné notre situation financière, notre ordre de priorités est primordial. Il faut se résoudre à des compressions. Je l'ai dit, mes électeurs et moi-même comprenons parfaitement bien les citoyens de Summerside et de Portage-La-Prairie et nous compatissons de tout coeur avec eux. Je n'aime pas que l'on réduise le budget de la Défense, mais compte tenu de l'ordre des priorités, j'appuie le budget. J'appuie la manière dont le gouvernement a choisi de s'acquitter de ses responsabilités financières. J'estime que nous devons faire tout en notre pouvoir pour aider la population de Summerside à s'adapter. J'ignore quelles mesures il faudra prendre, mais je crois que nous réussirons à alléger le fardeau de ces gens.

Le président suppléant (M. Paproski): Puisqu'il n'y a pas d'autres questions ou commentaires, j'accorde la parole au député d'Essex—Windsor (M. Langdon).

• (1530)

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, on a coutume au début d'un discours, de formuler quelques observations un peu plus légères. J'y attache une importance particulière car dernièrement, on m'accuse d'être trop sérieux. Je tiens à dire que j'ai cherché désespérément un sujet de plaisanterie dans le Budget. C'est difficile, mais je suis tombé sur une observation qui résume assez bien ma perception de ce discours et du Budget. Elle vient de Will Rogers; voici: «Je

ne raconte pas de blagues. Je me contente de regarder faire le gouvernement et de rapporter les faits.»

Cela devient une grande source d'amusement, j'en ai bien peur, pour ceux d'entre nous qui regardent faire le gouvernement et rapportent les faits à nos électeurs et au reste du pays, de voir un gouvernement qui fait sans cesse les mêmes erreurs et qui, lorsqu'il a le choix entre une mesure sensée et une mesure irréfléchie, choisit inévitablement et constamment la dernière solution.

Ainsi, alors que nous examinons le Budget, nous constatons certaines réalités au sujet de l'emploi, réalités qui vont de pair avec la façon de faire du gouvernement depuis son élection en 1984. Dans son premier exposé économique, le gouvernement a dit tout simplement aux Canadiens qu'il n'allait pas mettre l'accent sur ce qu'il avait promis durant la campagne électorale de 1984, à savoir le plein emploi, et qu'il entendait plutôt aider les riches sociétés et les nantis qui l'avaient aidé à être forte au pouvoir. Le gouvernement a conservé la même attitude en 1985, dans son premier grand budget. Il a décidé de s'attaquer aux pensionnés, plutôt que d'essayer de parvenir à une véritable équité.

Près de cinq années après les élections de 1984, lorsqu'on se penche sur la situation en ce qui a trait à l'emploi, que constate-t-on? Pour la première fois depuis trois ans, on assiste à une augmentation du chômage et à une diminution des emplois à temps plein pour le principal élément de la main-d'oeuvre dont le gouvernement aime à parler, ceux qui ont 25 ans et plus. En fait, pour ensemble de la main-d'oeuvre, on constate qu'il y a eu 54 000 suppressions d'emplois de mars 1989 à avril 1989.

C'est là le même gouvernement qui a promis que l'Accord de libre-échange allait apporter de nouveaux emplois, des emplois supplémentaires, et une certaine expansion dans le domaine de l'emploi. Le gouvernement doit maintenant faire face à la diminution de l'emploi et aux conséquences de la perte de ces 30 000 emplois qui est directement imputable au libre-échange. Il y a eu des fermetures d'usines à Northern Telecom, ainsi que chez Inglis, dans la circonscription de mon voisin, le député de Spadina. Il y a eu des compressions de personnel chez Arnold Manufacturing et Helin Tackle. Dans chacun de ces cas, les compressions peuvent être associées à des transferts de postes de notre pays vers les États-Unis.